



HAL
open science

Les partis et l'Europe : Européanisation des programmes ou nationalisation des enjeux européens ?

Emiliano Grossman, Simon Persico, Isabelle Guinaudeau

► To cite this version:

Emiliano Grossman, Simon Persico, Isabelle Guinaudeau. Les partis et l'Europe : Européanisation des programmes ou nationalisation des enjeux européens?. Politique européenne, 2019, Qu'est-ce que l'Europe politique? Un agenda de recherche sur la politisation de l'UE, 64, pp.56-85. 10.3917/poeu.064.0056 . halshs-02399368

HAL Id: halshs-02399368

<https://shs.hal.science/halshs-02399368>

Submitted on 10 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les partis et l'Europe. Européanisation des programmes ou nationalisation des enjeux européens ?

Emiliano Grossman, Professeur associé à Sciences Po, Centre d'études européennes et de politique comparée, emiliano.grossman@sciencespo.fr

Isabelle Guinaudeau, Chargée de recherches CNRS, Sciences Po Bordeaux, Centre Emile Durkheim, i.guinaudeau@sciencespobordeaux.fr

Simon Persico, Professeur des universités, Sciences Po Grenoble, PACTE-CNRS, Simon.Persico@umrpacte.fr

Abstract

Depuis les années 1990, des débats ont émergé concernant l'effet de l'intégration européenne sur la vie politique nationale. Pendant longtemps, ces effets ont été considérés comme faibles, les clivages politiques nationaux et l'opposition gauche droite parvenant à absorber les questions européennes. Nous revenons ici sur ce débat en examinant le traitement de différents enjeux européens dans les programmes électoraux pour les élections législatives. Nous exploitons ainsi un jeu de données nouveau relatif au profil thématique des discours programmatiques européens, constitué dans le cadre du *Comparative Agendas Project*. Nous montrons que l'hypothèse classique de l'absorption uniforme des enjeux européens par les clivages nationaux doit être modérée. Nos trois cas – l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni – illustrent en effet des modalités de politisation des enjeux européens assez contrastées, avec une part très variable des « enjeux constitutifs » liés à l'architecture et à la légitimité de l'UE par rapport aux enjeux d'action publique. Cette recherche exploratoire confirme donc l'importance d'une prise en compte de la substance et de la diversité des problèmes politisés en lien avec l'intégration européenne.

Since the 1990s, debates have emerged concerning the effect of European integration on national political competition. These effects have long been considered as limited : national political divides, and notably the Left-Right opposition, have seemed to absorb European issues. We contribute to this debate by examining the politicization of multiple European issues in electoral manifestos at national elections. We use a new dataset, part of the Comparative Agendas Project, which allows us to assess the number and nature of European issues present in manifestos. We show that the classical assumption of the absorption of European issues by national cleavages is only partially confirmed. The three cases - Germany, France and the United Kingdom - illustrate how the politicization of European issues is quite contrasted, the part of the "constituent issues" related to the architecture and the legitimacy of Europe varies to a large extent. This exploratory research thus confirms how important it is to take into account the diversity and substance of politicized European problems.

Introduction

L'intégration européenne ne fait pas partie des enjeux autour desquels la compétition politique s'est historiquement structurée dans les pays européens (Lipset et Rokkan, 1967). Alors qu'une grande partie des élites politiques et économiques s'était convertie dès l'après-guerre au projet européen, ce consensus s'est progressivement fissuré à partir de la fin des années 1980. La politisation des questions européennes, au sens de l'accroissement conjoint de la visibilité et de la conflictualité des questions européennes (de Wilde, 2011 ; Hutter et Grande, 2014), peut ainsi être vue comme une conséquence du transfert d'un nombre important de décisions et de politiques publiques vers les institutions européennes (Ladrech, 2002). L'Europe est devenue un objet de contestation, dans l'opinion publique et les mouvements sociaux, mais aussi un objet de conflit entre les acteurs politiques (Hooghe et Marks, 2009).

Récemment, une série de travaux s'est ainsi attachée à expliquer les conditions de la politisation de l'enjeu européen en analysant des débats publics (Grande et Hutter, 2016), les débats parlementaires (Rauh, 2015), les campagnes électorales (Hoeglinger, 2016) ou, a contrario, la difficulté des gouvernements à dépolitiser les débats sur l'Europe (de Wilde et Zürn, 2012). Tous ces travaux montrent notamment que les modalités de la politisation des enjeux européens varient fortement d'un pays à l'autre. Elle résulte de l'interaction d'une multitude de facteurs, comme la présence de partis d'extrême-droite, la proximité de référendums, le contexte économique ou, encore, l'importance relative des enjeux migratoires dans la compétition politique.

Nous visons, dans cet article, à apporter une pierre supplémentaire à cet édifice, en nous concentrant sur les modalités de politisation de l'Europe dans le cadre de la compétition politique nationale. Quelles sont les conséquences de l'eupéanisation des politiques publiques sur les espaces partisans nationaux ? Comment les partis politiques ont-ils réagi face à l'apparition de nouveaux enjeux ? Les questions européennes structurent-elles la compétition partisane nationale ou, au contraire, sont-elles absorbées par les conflits déjà présents dans les systèmes partisans ?

Pour répondre à ces questions, nous commençons par rappeler en quoi l'intégration européenne est venue bouleverser les agendas politiques, en pointant la place que l'Europe s'est faite dans les programmes électoraux. Nous restituons ensuite les controverses qui animent le champ de recherche sur la politisation de l'Union européenne et proposons de substituer à l'opposition réductrice entre positions « europhiles » et « eurosceptiques », qui prévaut bien souvent dans ces travaux, une étude du cadrage et de la sélection des enjeux européens. Une telle perspective nous permet de développer un cadre d'analyse structuré par deux hypothèses potentiellement contradictoires. La première hypothèse suppose l'absorption des enjeux européens par les systèmes partisans : les partis politiseraient en priorité des enjeux européens liés à leurs enjeux de prédilection, et donc à d'autres dimensions de conflit. La seconde hypothèse suppose au contraire que l'Europe viendrait restructurer les espaces nationaux : cela devrait mener à la politisation de questions plus générales sur le degré souhaitable d'intégration – pour ou contre l'Europe.

Nous présentons ensuite le dispositif méthodologique nous permettant de montrer la portée heuristique de notre approche et de tester ces hypothèses : l'analyse des données du *Comparative Agendas Project* sur le profil thématique des programmes dans trois États membres sélectionnés pour leur diversité : l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Puis nous montrons que l'incorporation de l'Europe dans les programmes ne s'est pas déroulée partout de la même manière : dans certains pays, c'est l'intégration européenne en tant que principe général qui est débattue, tandis que dans d'autres, on assiste plutôt à la mobilisation d'un prisme européen pour parler des politiques publiques classiques.

Ces résultats permettent, en guise de conclusion, d'éclairer les débats sur l'émergence potentielle d'un nouveau clivage lié aux processus de mondialisation et d'internationalisation en général, et à la construction européenne en particulier. Les programmes européens des partis politiques sont très loin de se résumer à une opposition entre positions pro- et anti-intégration : plus souvent qu'on ne le pense,

l'Europe est politisée en lien avec des politiques publiques spécifiques, comme l'agriculture, la pêche, la monnaie, la défense, l'énergie ou les transports. Nos résultats ne confirment pas systématiquement la prédominance d'un clivage européen, mais révèlent des processus parallèles de domestication des enjeux européens, qui sont dans certains cas absorbés par les conflits politiques traditionnels des États-membres. Ces résultats esquissent un agenda de recherche important dans le contexte actuel, relatif à l'explication des variations observées.

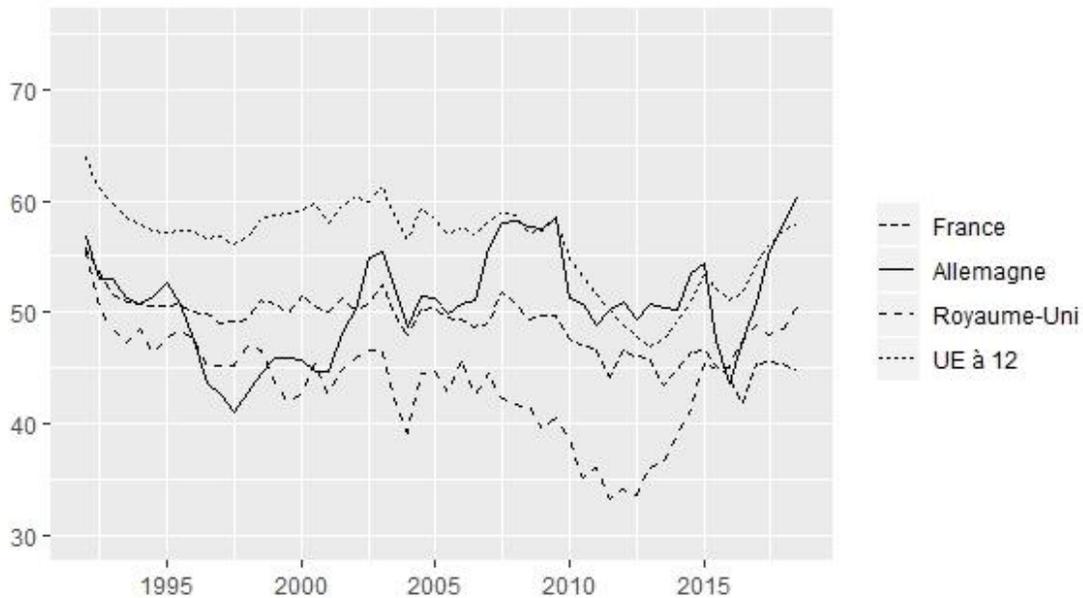
1. L'eupéanisation des politiques publiques et le changement des agendas politiques et partisans

La transformation des opinions et des agendas

Le transfert des compétences vers l'Union européenne est venu circonscrire les marges de manœuvre des gouvernements nationaux. La délégation complète de certaines compétences comme la politique monétaire (Scharpf, 2000 ; Streeck, 2014), l'intégration et l'harmonisation d'autres secteurs, comme l'immigration (Guiraudon, 2010), ainsi que la convergence de politiques restant en théorie l'apanage de l'État, comme les politiques de l'emploi (Caune, 2015), ont restreint les capacités des États-membres au profit d'un centre européen, qui inclut à la fois des autorités communautaires et des autorités nationales (Bartolini, 2005). En limitant la souveraineté de certains États (Ruiz-Rufino et Alonso, 2017), les répercussions de la crise de la dette qui a touché la zone euro à partir de 2010 ont rendu ces contraintes plus palpables. Cela explique en partie la rupture du « consensus permissif » des citoyens à l'égard des questions européennes, qui prévalait dans les trente premières années de la CEE. La montée des critiques chez une partie des citoyens est allée de pair avec l'accroissement de leur ambivalence et de leur détachement à l'égard de la construction européenne (Van Ingelgom, 2014). Comme

l'illustre le Graphique 1, les opinions favorables à l'Union européenne connaissent une érosion considérable après la signature du Traité de Maastricht. Le soutien à l'UE a tendance à remonter à partir de la deuxième moitié des années 1990, mais la crise économique ouverte en 2008 s'accompagne d'une nouvelle dégradation, d'ampleur souvent équivalente, voire croissante, à celle constatée dans le contexte du « blues post-Maastricht » (Eichenberg et Dalton, 2007). On constate depuis 2013 une légère remontée des opinions favorables à l'Europe dont l'ampleur et la durabilité restent encore à déterminer.

Graphique 1 Indice longitudinal de soutien à l'intégration européenne (1992-2018)



Source : Actualisation par nos soins des données du « mood européen », Guinaudeau et Schnatterer (2019)¹

1

Cet indice, élaboré à partir des données de l'Eurobaromètre suivant la méthodologie du *mood* conçue par James Stimson (2018) restitue la dynamique d'opinion vis-à-vis de l'intégration européenne. La moyenne de l'UE12 est montrée pour situer les trajectoires des pays dans le contexte plus large de l'UE (les États-membres qui ont adhéré plus tard ne sont pas inclus pour que la mesure reste comparable dans le temps). Si les dynamiques sont différenciées selon les pays (voir Kriesi, 2016 pour une analyse des différentes configurations et en particulier de la crise de confiance particulièrement forte dans les pays d'Europe du Sud dans le contexte de la crise de la dette), quasiment tous les pays connaissent une baisse du soutien à l'UE suite à l'adoption du traité de Maastricht. Les seules exceptions sont les pays nordiques, dont le niveau de soutien, initialement faible, a augmenté dans les années 1990-2000 – ces pays ont

Si l'accélération de l'eupéanisation est liée à la montée des critiques de la part des citoyens, elle a également modifié en profondeur les agendas politiques. De multiples débats se sont développés dans chaque espace public national, portant à la fois sur le principe de l'intégration européenne en tant que tel – lors des référendums notamment –, mais aussi sur le contenu de telle ou telle politique communautaire, ou les conséquences de l'eupéanisation sur les politiques publiques nationales (Hutter, Grande et Kriesi, 2016).

Contraintes et opportunités pour les organisations partisanes

La perception de préoccupations eurosceptiques croissantes a transformé la compétition partisane. En effet, elles constituent une demande électorale à laquelle les partis politiques traditionnels, souvent impliqués historiquement dans la construction européenne, peinent à répondre. S'ils ont eu historiquement peu d'intérêt à politiser – en rendant visibles et/ou conflictuels – des enjeux européens qui suscitaient l'approbation silencieuse de leurs électeurs, ils se voient aujourd'hui incités à se positionner et nombre d'entre eux se trouvent divisés sur la réponse à apporter. Au contraire, la multiplicité d'enjeux et de points de débat associés à la construction européenne permet à des partis protestataires de mettre en difficulté les grands partis de gouvernement (Taggart, 1998 ; van de Wardt et al., 2014). Le déclin durable des scores électoraux des grands partis de gouvernement a ainsi pour corollaire le dynamisme des partis d'extrême droite souvent souverainistes d'une part, et des formations écologistes ou de la gauche radicale, d'autre part (Martin, 2018).

Il reste par ailleurs difficile pour les partis politiques européens d'investir un espace public européen encore en construction. En dépit de la publication de programmes par les

toutefois connu comme les autres une montée des euroscepticisms dans le contexte de la Grande récession.

europartis, qui illustre la politisation progressive de la sphère politique européenne et la diversité des projets européens en compétition (Jadot et Kelbel, 2017), le système partisan européen est encore largement chimérique (Vieira, 2011). Sans possibilité de s'inscrire dans une réelle compétition politique transnationale (Lefkofridi et Katsanidou, 2018), les points d'entrée des partis nationaux dans les institutions européennes restent limités. Le déclin de la participation aux élections européennes, plus marqué que lors des élections nationales, renforce cette distance². Il indique à quel point le cœur de la vie politique se situe, pour les citoyens comme pour les responsables politiques, au niveau national (Hobolt et Spoon, 2012). Ce sont les élections nationales qui mobilisent le plus ; et ce sont les systèmes partisans nationaux, avec leurs formations, leurs leaders et leurs clivages, que les citoyens connaissent le mieux. Le niveau national reste donc crucial pour analyser la politisation des questions européennes.

La hausse de l'attention à l'Europe dans les programmes électoraux

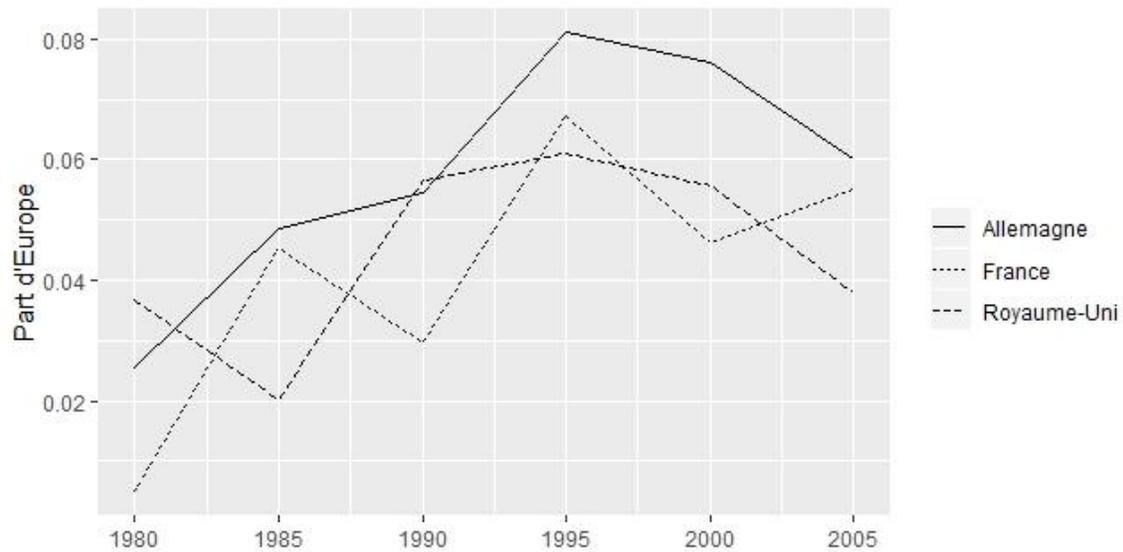
L'analyse de la part des programmes électoraux consacrée aux questions européennes offre une confirmation de cette visibilité accrue. Dans le Graphique 2 ci-dessous, nous faisons ainsi une première utilisation des données issues du codage des programmes électoraux pour les élections nationales dans le cadre du *Comparative Agendas Project*. Dans un premier temps, nous rapportons le nombre de quasi-phrases consacrées à l'UE (en tant que telle, ou par le prisme de politiques publiques spécifiques) au nombre total de quasi-phrases présentes dans le programme, afin d'estimer l'évolution de la part d'attention consacrée aux questions européennes dans trois pays de l'Europe de l'Ouest de 1980 à 2013³.

2

Cette tendance s'est inversée lors des élections de mai 2019 avec, pour la première fois, une hausse de la participation par rapport aux élections de 2014 (avec un taux global passant de 42,6 à 51%). Cependant, l'écart avec les niveaux constatés au niveau national reste considérable.

3

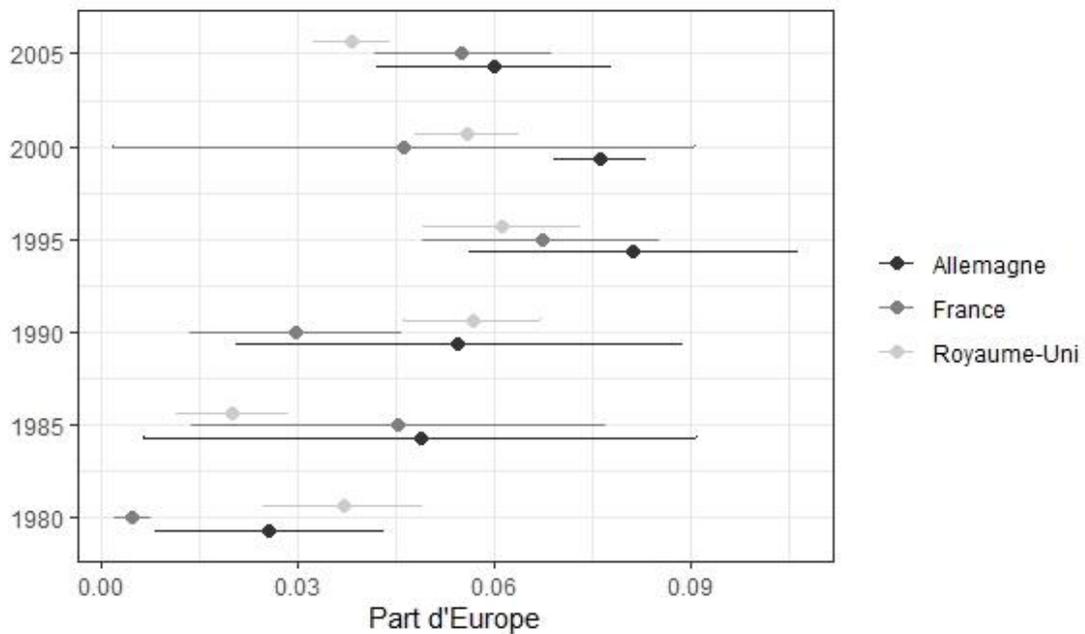
Graphique 2. Évolution de l'attention aux questions européennes dans les programmes des partis allemands, français et britanniques



La saillance générale des questions européennes n'est pas négligeable, puisqu'environ 5% des programmes des partis européens sélectionnés sont consacrés à l'Europe, mais elle est loin d'être prépondérante. On constate des différences considérables en termes de niveau entre les partis, mais aussi entre les pays, qui ressortent clairement dans les statistiques descriptives présentées dans le Graphique 3 ci-dessous.

Il s'agit des partis allemands, britanniques et français depuis le début des années 1980 jusqu'à la fin des années 2000. La section 3 ci-dessous présente plus largement la justification de la sélection des cas et la présentation des données utilisées.

Graphique 3. Part d'attention consacrée aux questions européennes en Allemagne, en France et au Royaume-Uni – moyenne et écart-type



Cette mesure de saillance révèle également que la tendance au fil du temps est très largement commune d'un pays à l'autre : l'accélération du processus d'intégration qui s'amorce dans les années 1980 se traduit par un poids grandissant des questions européennes dans les campagnes électorales. Ce poids culmine au milieu des années 1990, puis décline légèrement dans les années 2000 après l'adoption de la monnaie unique. On observe toutefois un regain d'attention dans la deuxième moitié des années 2000, dans le contexte de la crise de la dette et des épisodes successifs de difficultés monétaires et budgétaires. Faute de données comparatives disponibles pour les élections suivantes, nous ne pouvons pas mesurer empiriquement l'évolution récente du poids des questions européennes, mais les commentateurs de la vie politique et les chercheurs convergent pour constater une attention croissante, dans le contexte de la crise économique et des réformes imposées à plusieurs États-membres, de la crise des migrants, du succès de partis eurosceptiques dans de nombreux États-membres, puis du référendum britannique sur le *Brexit* (par exemple Belot et al., 2013 ; Hoeglinger, 2016 ; Ivaldi, 2018 ; Grossman, 2018). La similarité des tendances observées dans les trois pays

est frappante, à peu d'exceptions : l'Allemagne et le Royaume-Uni ne connaissent pas le regain d'attention observé en France pendant la Grande Récession, ce qui s'explique peut-être par le fait que l'Allemagne a été moins touchée par la crise et que ce sujet a été moins traité dans une perspective européenne au Royaume-Uni, qui n'est pas un pays membre de l'euro.

En somme, la dynamique d'attention aux questions européennes lors des campagnes électorales esquisse un processus d'eupéanisation, mais ce dernier est encore relativement modeste et non-linéaire. Quels sont les effets de cette politisation sur les systèmes partisans nationaux ? Et quelle forme prend cette politisation ? Les réponses données à cette question dans la littérature existante diffèrent assez largement.

2. Un clivage européen unique ou une politisation plurielle des enjeux européens ?

Absorption vs. nouveau clivage

Pendant longtemps, les travaux évaluant les conséquences de l'eupéanisation sur les systèmes partisans ont montré que les enjeux européens suivaient la *grammaire* politique nationale en vigueur. On pouvait ainsi observer une « absorption » de ces enjeux par les clivages existants (Harmsen, 2005 ; Olivier, 2005 ; Belot et Guinaudeau, 2017). Dès 1976, Henry Valen a démontré l'existence de recoupements importants entre les divisions relatives à l'intégration européenne et le clivage centre/périphérie, en mettant en évidence la mobilisation d'arguments relatifs aux intérêts socio-économiques et socio-culturels de la périphérie du pays dans les discours norvégiens de contestation de l'intégration européenne (Rokkan et Valen, 1964 ; Valen, 1976 ; voir aussi Jolly, 2007). Quelques travaux ont également mis en évidence l'absorption des enjeux européens par la dimension Église/État (Nelsen et al., 2001 ; Marks et Wilson, 2000) ou par la dimension urbain/rural (Delbos, 1994 ; Detlef et Storsved, 1995) dans certains États-membres. Pour d'autres auteurs, c'est surtout en termes d'antagonismes sociaux que les enjeux européens sont domestiqués. Les conflits sur l'UE reflèteraient avant tout le clivage

possédants/travailleurs relatif au degré souhaitable de régulation et de redistribution (Goetz et Hix, 2001). A ce titre, Peter Mair avait conclu que l'intégration européenne n'était pas susceptible de restructurer en profondeur les systèmes partisans nationaux (Mair, 2000 ; 2007b).

Cette thèse a progressivement été contestée par de Vries (2007 ; voir aussi Green-Pedersen, 2012), par exemple, qui montre que l'enjeu européen peut restructurer la compétition partisane à certaines conditions. Plusieurs travaux ont ainsi mis en lumière l'existence d'un cartel pro-européen, au centre des espaces politiques nationaux, contesté, à la périphérie, par des partis protestataires (Taggart et Szczerbiak, 2000 ; 2002 ; 2008 ; Marks et Steenbergen, 2002 ; Steenbergen et Marks, 2004). Une autre série de travaux arrive à des conclusions assez proches, en montrant que les questions européennes ont participé au développement d'un nouveau clivage, qui opposerait les citoyens et formations hostiles à l'ouverture des frontières nationales aux élites politiques mondialisatrices. Plusieurs travaux observent effectivement un nouvel alignement entre électeurs et organisations partisanes critiques à l'égard de l'intégration européenne (Kriesi et al., 2006 ; 2008 ; Hutter et al., 2016 ; Hooghe et Marks, 2018 ; voir aussi Martin, 2018).

Toutefois les contours sociologiques et idéologiques de ce nouveau clivage ne sont pas fixes. Pour certains, les « gagnants » et les « perdants » de l'intégration européenne formeraient des groupes sociaux trop dispersés et présenteraient une identité collective trop faible pour qu'on puisse parler de « clivage européen » au sens de la définition classique de Lipset et Rokkan (Roger, 2008)⁴. Par ailleurs, il existe de très nombreuses manières d'afficher son hostilité à la construction européenne. Est-il pertinent, par exemple, de classer dans une même catégorie « eurosceptique » les partis membres du

4

Les grands clivages historiques – Église-État, Centre-Périphérie, Possédants-Travailleurs et Urbain-Rural – à l'origine des systèmes partisans occidentaux sont ancrés dans des conflits structureaux, avec une prise de conscience collective de cette opposition dans les groupes sociaux en opposition et des organisations relayant les valeurs et les intérêts de ces groupes (Mair, 2006).

groupe de la Gauche unitaire européenne et ceux de l'Europe des Nations et des Libertés, alors même que ces deux groupes votent bien souvent à fronts renversés au Parlement européen (Lefkofridi et Katsanidou, 2018) ? Il paraît donc important d'affiner la focale pour mieux décrire les logiques de politisation partisane de l'Europe.

La multiplicité des cadrages possibles de l'Europe

En effet, quel que soit le degré de stabilité ou de transformation du *format* de la compétition électorale, l'analyse des clivages n'est sans doute pas la plus à même d'éclairer cette politisation. Une stabilité forte des clivages n'implique pas nécessairement que la compétition partisane reste imperméable au mouvement d'eupéanisation, dans la mesure où des transformations importantes peuvent avoir lieu à un niveau moins agrégé. Cela est d'autant plus vrai que tous les partis ne sont pas touchés de la même manière par les processus d'eupéanisation (Mair, 2007a ; Balme et Chabanet, 2002). Certaines forces politiques peuvent se servir de l'arène européenne pour faire passer des politiques qui n'auraient pas été acceptées dans l'arène nationale, d'autres font face à des pressions adaptatives considérables, à l'image des partis prônant l'interventionnisme étatique ou des programmes de politique industrielle en porte-à-faux avec la politique de concurrence communautaire (Ladrech, 2002).

Il semble ainsi problématique et contre-intuitif de réduire *a priori* la compétition électorale qui a lieu sur les questions européennes à un espace politique uni- ou bidimensionnel, comme le font souvent les travaux cités positionnant les partis politiques le long d'un axe opposant europhiles et eurosceptiques. S'appuyant sur l'exemple de la France, Nicolas Sauger (2005) a montré que le rapport de chaque parti à la construction européenne est complexe, dès lors que l'on prend la peine de regarder sa position sur des politiques publiques données. Ainsi, un parti de gauche peut être très favorable à une politique environnementale européenne plus ambitieuse, ou à une meilleure protection des travailleurs. Un parti libéral est, lui, susceptible d'être hostile à ces évolutions mais

favorable à l'intensification des contrôles budgétaires menés par la Commission européenne pour lutter contre la dette. Il s'agit de deux façons très différentes de promouvoir plus d'Europe.

Suivant plusieurs appels à désagréger l'analyse de la politisation des questions européennes (Green-Pedersen, 2010 ; Guinaudeau et Persico, 2013), nous proposons ainsi une étude plus fine, ancrée au niveau des partis et des enjeux qu'ils politisent, plutôt qu'à celui des systèmes de partis, pour saisir les effets de l'UE sur la *substance* de la compétition partisane. Cette focale doit également permettre de mieux intégrer le fait que l'UE ne constitue pas un enjeu unique, mais peut être abordée au prisme de nombreux enjeux distincts, tels que la Politique agricole commune (PAC), l'adoption de normes environnementales, la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) ou encore l'extension des pouvoirs du Parlement européen.

Le choix de mettre en avant tel ou tel enjeu en lien avec l'intégration est important à plusieurs titres : d'abord, il nous renseigne sur la manière dont s'articulent l'europeanisation de l'action publique et l'europeanisation des partis politiques, en nous informant sur les politiques publiques européennes qui intéressent chaque parti. On peut notamment s'interroger sur le poids des débats relatifs à la construction européenne en tant que telle – dans sa dimension institutionnelle – par rapport aux débats concernant les politiques publiques dont l'UE a la charge. La prédominance d'un cadrage centré sur les enjeux de politique publique pourrait être vu comme un indice de l'absorption des questions européennes par les lignes de conflit traditionnelles, tandis qu'un poids important de l'opposition de principe sur le degré souhaitable d'intégration serait plus compatible avec l'idée de l'émergence d'un nouveau clivage⁵.

5

L'opposition entre enjeux « constitutifs » ou institutionnels de l'UE et enjeux d'action publique renvoie également aux préoccupations de Peter Mair, selon lequel les contraintes importantes qui pèsent sur l'exercice de la responsabilité politique et sur la politisation des politiques publiques européennes dans le cadre des institutions de l'UE seraient susceptibles de se traduire par des formes de politisation visant l'UE dans son ensemble (Mair 2007b).

En outre, des thématiques européennes substantiellement différentes d'un pays à l'autre remettraient sérieusement en cause la comparabilité de la dimension de conflit opposant europhiles et eurosceptiques (Petithomme, 2011) ; et ce d'autant plus que la relation entre clivage gauche-droite et conflits relatifs à l'intégration européenne n'est pas forcément identique pour toutes les questions européennes (Helbling et al., 2010). De nombreux partis d'extrême gauche pourraient par exemple apparaître plus « europhiles » que les partis situés au centre de l'échiquier politique sur les enjeux d'harmonisation fiscale et sociale ou l'environnement.

Enfin, la compétition électorale ne relève pas exclusivement d'une confrontation de vues antagonistes, mais aussi de la lutte autour de la définition des problèmes prioritaires à placer sur l'agenda électoral (Schattschneider, 1960 ; Stokes, 1963 ; Budge et Farlie, 1983). Certains travaux suggèrent déjà que l'attention consacrée aux enjeux européens ne se résume pas au reflet fonctionnaliste de la vie politique de l'UE, mais est fortement modulée par les logiques politiques et partisanes nationales (Rauh, 2015, Guinaudeau et Palau, 2016, Hoeglinger, 2016).

Dans cette perspective, restituer les dynamiques de politisation des enjeux européens implique de ne pas se limiter à décrire les positions en présence, mais de s'intéresser aussi à la place qui est accordée aux différentes dimensions de l'européanisation et de l'intégration dans les discours partisanes. Il s'agit en définitive de rendre compte des stratégies de cadrage, c'est-à-dire le choix de mettre en avant certaines questions européennes plutôt que d'autres (Entman, 1993). Comprendre les stratégies partisanes nécessite ainsi d'analyser l'*offre* électorale à un niveau moins agrégé – celui des enjeux européens, déclinés au pluriel.

Hypothèses

La littérature permet d'envisager deux tendances contradictoires. Dans le premier cas, les enjeux européens sont « absorbés » par les clivages nationaux traditionnels.

L'européanisation de la compétition électorale peut avoir lieu – et se traduire, par exemple, par la discussion d'un nombre croissant de politiques européennes – mais sans affecter la manière dont la compétition partisane se structure en Europe. La saillance croissante de ces questions dans les programmes irait alors de pair avec une forme de spécialisation des partis sur des enjeux européens qui leur serait propre, sans réelle conséquence sur la grammaire de la compétition politique nationale.

Dans le second cas de figure, au contraire, l'absorption serait plus difficile, donnant lieu à une restructuration plus forte du système partisan autour d'un nouveau clivage « européen », susceptible de donner lieu à une saillance élevée des débats européens et à la politisation de questions générales sur le degré souhaitable d'intégration. Notre article, qui s'appuie sur un ensemble de données nouvelles, permet une première exploration de la portée respective de ces deux hypothèses.

3. Sélection des cas et données

La dimensionnalité des questions européennes demande à être comparée à la fois entre partis, entre pays et dans le temps. Nous proposons ici une exploration comparant les programmes électoraux des partis allemands, britanniques et français depuis le début des années 1980 jusqu'à la fin des années 2000 (cf. tableau 1), fondée sur l'analyse des données collectées par le *Comparative Agendas Project* (CAP)⁶. La sélection des cas est en partie guidée par la disponibilité des données : ce protocole de recherche et de codage des programmes, intensif en ressources, a été mis en œuvre dans un nombre de pays limité. Cela étant, nos trois cas ont l'avantage de présenter une variété de systèmes électoraux, de systèmes partisans (avec la présence, ou non, de partis protestataires) et, comme nous le verrons, de modalités de politisation des enjeux européens. Nous

6

Des opérations de collecte de données supplémentaires sont prévues, mais ne sont malheureusement pas encore programmées au moment où nous écrivons.

études ainsi un pays qui apparaît historiquement comme eurosceptique (le Royaume-Uni), un pays très europhile (l'Allemagne) et un cas intermédiaire, la France.

Tableau 1. Récapitulatif des programmes inclus dans l'étude

Pays	Partis	Période	Nombre de quasi-phrases	Nombre de quasi-phrases liées à l'UE
Allemagne	PDS, Grüne, SPD, FDP, CDU	1980-2013 (10 élections)	65 980 ⁷	4 403
France	PCF, Verts, PS, UDF/Modem, RPR/UMP, FN	1981-2007 (7 élections)	18 509	1 942
Royaume-Uni	Labour, Liberal Democrats, Conservative party	1983-2010 (7 élections)	29 848	1 335

Dans chaque pays, les programmes ont été collectés⁸ et divisés en quasi-phrases, qui ont ensuite été codées en fonction de leur contenu, suivant la grille de codage CAP : politique macro-économique, droits et libertés, politique agricole, éducation, environnement, énergie, etc. Cette grille, quasiment identique d'un pays à l'autre, comprend une vingtaine de catégories générales et 250 sous-catégories, dont une catégorie est spécifiquement consacrée à la politique européenne (code 1910, qui recouvre les questions directement liées aux institutions européennes, comme par exemple la question du poids du Parlement européen dans le triangle institutionnel ou celle de l'élection d'un Président de l'UE). Par ailleurs, cette grille de codage inclut une variable

7

Pour l'Allemagne, l'unité de codage est la phrase.

8

Cette tâche a été considérablement facilitée par le fait que dans la majorité des cas, les documents ont pu être récupérés auprès des archives du *Comparative Manifesto Project*, au GESIS de Cologne.

dichotomique pour identifier les propositions de politique publique liées à l'Europe : une proposition relative à la Politique Agricole Commune (PAC) est par exemple codée « programme de soutien aux agriculteurs » (code 402) et « UE » (variable dichotomique codée 1).

Ce type de codage est particulièrement intéressant pour notre question de recherche, puisqu'il permet d'identifier l'ensemble des propositions qui ont un lien avec l'UE : celles qui ont trait à la construction européenne dans sa dimension institutionnelle et celles qui abordent une politique publique spécifique dans le cadre de l'UE. C'est là ce qui nous a permis de disposer d'une mesure exhaustive de la saillance du thème européen présentée dans la première section. Mais ce codage permet surtout de mesurer le profil thématique de ce corpus de propositions relatives à la politique européenne. Il rend notamment possible d'explorer le poids relatif des questions générales sur la désirabilité et les formes souhaitables de l'intégration européenne (code 1910) et des propositions de politiques publiques concrètes (codes sectoriels + variable dichotomique « UE »).

Avant de présenter les résultats de ce travail, nous souhaitons rappeler les limites inhérentes à notre choix d'opérationnalisation. D'abord, cette manière de coder ne permet pas d'identifier clairement la « position » des acteurs. Autrement dit, chaque mention d'une politique européenne particulière peut être favorable ou défavorable sans que notre codage permette de l'identifier. Les données issues du *Comparative Manifesto Project* (CMP), comme celles issues du sondage auprès des experts réalisé dans le cadre du Chapel Hill Expert Survey auraient permis une telle évaluation du positionnement. Cela dit, outre que la mesure d'un tel positionnement n'est pas l'objet de cet article, les deux bases de données ont un défaut similaire : celui de considérer les questions européennes comme une dimension unique et conflictuelle. Par ailleurs, les critiques contre le CMP se sont multipliées ces dernières années, mettant en cause la qualité du codage (Dalton et McAllister, 2015 ; Gemenis, 2012), justifiant un codage avec le système du CAP, plus simple et plus facilement répliquable.

Par ailleurs, comme pour le CMP, notre corpus se limite aux programmes partisans, alors que ceux-ci n'ont pas forcément la même importance à travers les pays. Qui plus est, les campagnes électorales peuvent évoluer de manière assez imprévisible, s'éloignant fortement des priorités fixées dans des programmes partisans souvent adoptés plusieurs mois avant une échéance électorale. Cependant, le fait de regarder une période longue - plus de 25 ans - devrait relativiser certaines de ces limites. Les programmes présentent bel et bien un indicateur de la discussion politique à l'intérieur des partis et sont à ce titre un bon témoin de l'évolution du contenu de la compétition politique.

4. L'Europe, un ensemble de politiques publiques

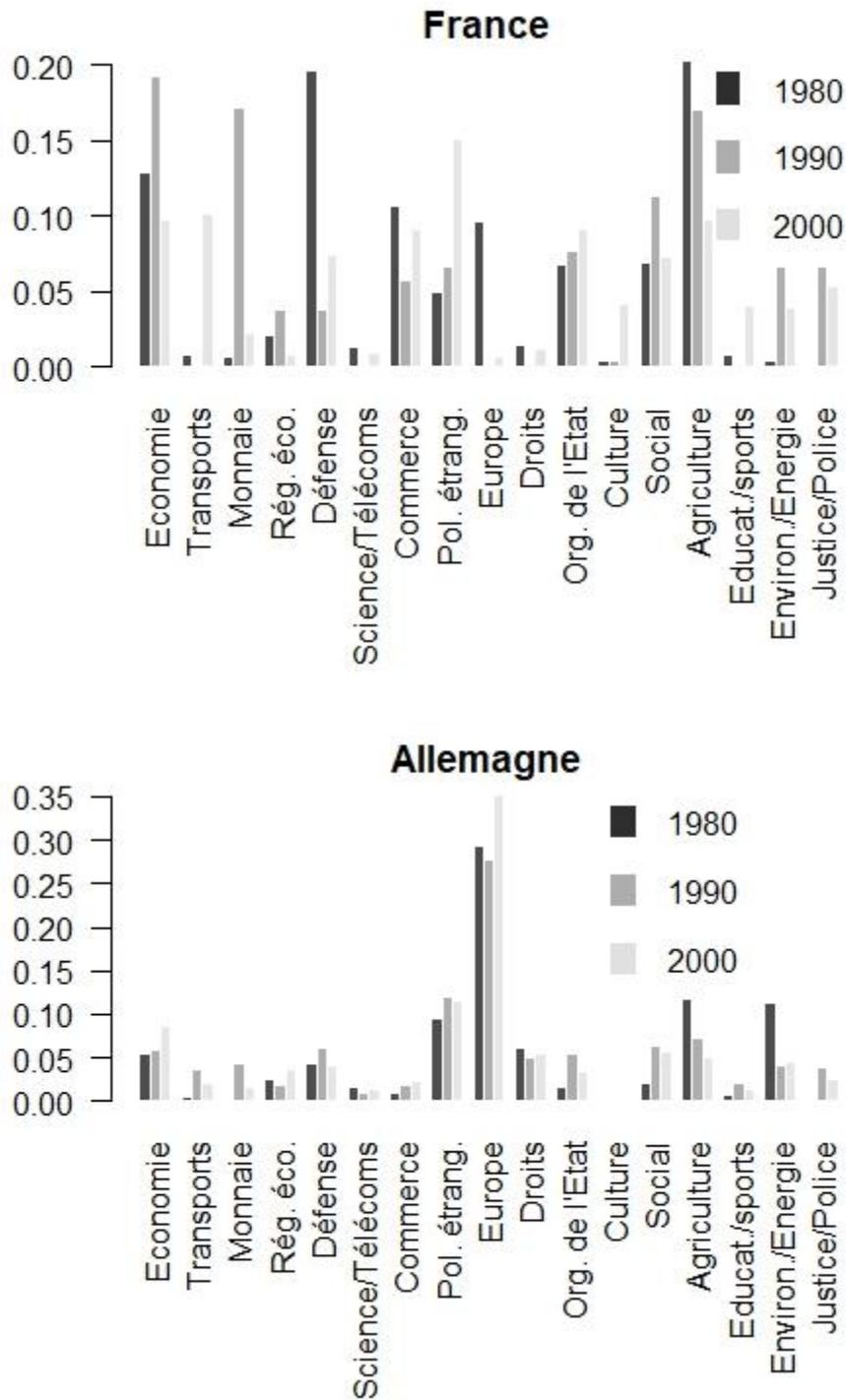
De quoi les partis politiques parlent-ils quand ils abordent les questions européennes ? Selon la thèse de *l'absorption*, les enjeux européens devraient être abordés de façon privilégiée dans le cadre des débats relatifs aux politiques publiques dans lesquelles l'Union européenne joue un rôle. À l'inverse, en cas de développement d'un nouveau clivage associé à la construction européenne, nous nous attendons à ce que l'europanisation des enjeux se concentre sur les enjeux « constitutifs », c'est-à-dire ceux qui touchent aux questions de souveraineté. Le graphique 4 montre l'évolution des enjeux par décennie pour la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. L'image est celle d'une politisation diverse et relativement plurielle des questions européennes.

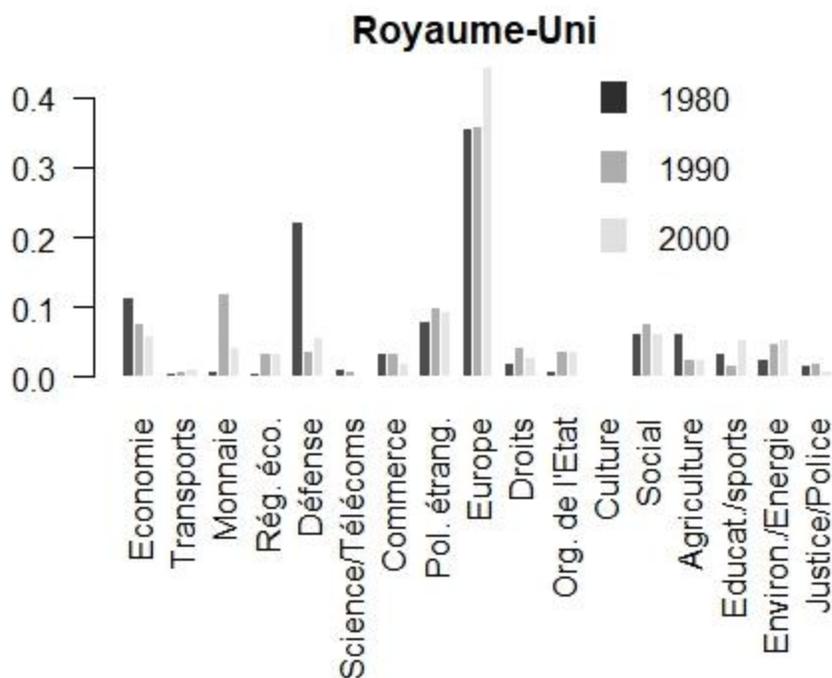
Dans la France des années 1980, la majorité des propositions étaient consacrées à l'agriculture et à la défense. Suivaient l'économie, le commerce, l'intégration européenne en général, le social et l'organisation de l'État. Par la suite, les traités de Maastricht et d'Amsterdam, qui vont de pair avec l'intégration de nombreuses nouvelles politiques, sont associés à une diversification des propositions de politique européenne : on parle moins d'Europe en général, d'agriculture et de commerce, et plus de politique étrangère, d'environnement et d'énergie, de justice et de police, d'éducation, de culture et de transports. Certains sujets sont extrêmement visibles au moment de l'adoption des

traités des années 1990, mais sont en retrait sur la décennie suivante : c'est en particulier le cas des politiques économiques, monétaires et sociales. La politique scientifique et la question des droits et de la lutte contre les discriminations restent presque absentes des sections de politique européenne des programmes français.

En Allemagne, les questions institutionnelles générales occupent une place prépondérante sur l'ensemble de la période (leur saillance passe de 30 à 35% entre les années 1980 et 2000). Le profil thématique des propositions est par ailleurs plus stable qu'en France, avec une place régulière octroyée aux questions de droits, libertés et discriminations, de défense, ainsi qu'à plusieurs sujets qui sont systématiquement abordés, mais de façon modeste : régulations économiques, science, commerce et éducation. La part toujours élevée des propositions générales sur l'intégration et les institutions européennes n'exclut pas un processus d'eupéanisation affectant le profil thématique des programmes de politique européenne : les thèmes les plus anciens de l'agriculture, de l'environnement et de l'énergie, font de la place à de nouveaux enjeux européens – politique étrangère, économie, politique sociale, justice et police. Cette variété reflète la délégation d'un nombre croissant de compétences aux institutions européennes. Enfin, comme en France, certaines politiques sont beaucoup discutées dans les années 1990, lors des débats relatifs aux traités adoptés pendant cette décennie, mais le sont moins par la suite. C'est surtout le cas de la défense, de l'organisation de l'État, des transports et de la politique monétaire.

Graphique 4. Part respective moyenne par décennie des différents enjeux européens dans les programmes allemands, britanniques et français





Enfin, le Royaume-Uni se distingue par une prédominance encore plus forte des propositions générales sur l'intégration européenne, avec plus de 40% dans les années 2000. Là encore, on observe un recul du poids accordé aux questions classiques de l'économie, du commerce, de la défense et de l'agriculture, au profit de la question de l'organisation de l'État et de politiques qui furent déléguées plus tard : réglementations économiques, politique étrangère, éducation, environnement et énergie. Comme en France et en Allemagne, certaines politiques – la monnaie et la sécurité en particulier – sont beaucoup discutées dans les années 1990, et moins par la suite. Les questions « constitutives », c'est-à-dire les enjeux relatifs à la souveraineté et l'avenir de l'intégration européenne, prédominent, préfigurant les débats des années 2010 qui ont mené au vote sur le Brexit.

On peut s'étonner de l'absence du thème de l'immigration dans les programmes de politique européenne, et ce, dans les trois pays : si ce sujet occupe le devant de la scène dans les élections nationales de beaucoup d'États-membres, il n'est pas mobilisé comme cadre pour politiser la construction européenne. Nos données ne nous permettent pas d'examiner les programmes des années 2010, mais la forte médiatisation de la crise des

migrants est susceptible de s'être traduite par l'émergence de ce cadrage sur cette période récente.

L'étude du traitement partisan de l'Europe dans ces trois pays confirme l'existence de différentes formes d'eupéanisation de la compétition partisane. D'une part, la diversification des enjeux européens mis en avant, à laquelle on aurait pu s'attendre dans le contexte de l'eupéanisation d'un nombre croissant de politiques, n'a pas la même ampleur partout. Cette diversification est incontestable en France, mais beaucoup plus limitée en Allemagne, et surtout au Royaume-Uni, où les questions européennes générales accaparent encore 40% des propositions consacrées à l'intégration européenne.

À la lecture des programmes, il apparaît que les propositions rassemblées dans cette catégorie générale ne relèvent pas du même registre en Allemagne et au Royaume-Uni. Tandis que les partis politiques britanniques débattent selon des modalités finalement assez proches du modèle unidimensionnel décrit dans la littérature et discuté plus haut⁹, en s'opposant le plus souvent sur le degré souhaitable d'intégration, leurs homologues allemands consacrent une part considérable de leurs programmes à des aspects institutionnels, en particulier aux questions liées à la parlementarisation du système politique de l'UE et aux problèmes de fédéralisme, de subsidiarité et de préservation des intérêts des *Bundesländer*. Plus généralement, de grandes différences nationales persistent malgré quelques tendances communes (comme le gain d'attention en faveur des politiques de transport, de la PESC et de la protection de l'environnement).

9

Duchesne et al. (2013) font des observations similaires sur la manière dont les citoyens britanniques cadrent l'Europe (voir en particulier le chapitre 2).

Discussion et perspectives

Quelles sont les réponses des partis politiques à la perte de souveraineté et à la restriction de l'espace politique national liées à l'intégration européenne ? Dans le contexte de l'europanisation croissante des politiques publiques et de la rupture du consensus permissif, on pouvait s'attendre à une transformation profonde et générale de l'offre électorale des pays membres. Nous observons effectivement que la politique européenne est devenue un thème incontournable dans la compétition partisane en Europe : entre les années 1980 et le milieu des années 1990, la saillance de ce thème dans les programmes allemands, français et britanniques a plus que doublé, pour se stabiliser ensuite. Ainsi, l'europanisation des programmes politiques semble avoir atteint un seuil depuis l'étape cruciale du Traité de Maastricht et de la naissance de l'Union européenne.

Toutefois, cette augmentation n'est ni linéaire, ni homogène. Notre méthodologie consistant à comparer les dynamiques d'attention aux différents enjeux qui incarnent le thème de l'Europe permet de montrer que ce thème a été incorporé de manière différenciée dans les discours partisans. Les partis politiques s'intéressent à une large variété d'enjeux européens et ces enjeux ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre.

Issues d'une approche décalée par rapport aux principaux travaux sur la politisation partisane des questions européennes, nos observations s'inscrivent dans les débats sur l'émergence d'un clivage européen et l'europanisation des systèmes politiques nationaux. La variété des thématiques européennes ne conforte complètement ni l'idée d'un clivage européen transnational, ni celle d'une absorption des enjeux européens au prisme des débats politiques des États-membres. Les discours analysés indiquent plutôt une situation intermédiaire, avec toutefois plus d'indices de l'imposition d'un clivage européen en Allemagne et au Royaume-Uni, où les enjeux constitutifs prédominent, qu'en France, où les transformations récentes du système partisan et de l'agenda électoral sont toutefois susceptibles d'avoir changé la donne.

Ces variations esquissent un agenda de recherche aux implications importantes. Notre étude révèle l'existence d'une compétition sur enjeux européens qui voit les partis se saisir des politiques européennes en fonction de considérations électorales et politiques qu'il faudra examiner plus en profondeur. Plusieurs facteurs pourraient expliquer les différences nationales : la dynamique d'eupéanisation des politiques publiques, la structure du système partisan, mais aussi les conditions institutionnelles dans lesquelles se déroulent les débats de politique européenne. Ces conditions définissent souvent les fenêtres d'opportunité disponibles pour les acteurs souhaitant politiser les questions européennes. Au Royaume-Uni, les controverses de politique européenne sont impulsées par la fronde de factions eurosceptiques puissantes à l'intérieur des grands partis et ont longtemps eu lieu avant tout dans l'arène parlementaire. Il semble que cette arène soit moins propice à la discussion d'enjeux de politique publique précis que celle des campagnes référendaires qui ont eu lieu en France lors de la ratification du traité de Maastricht et du traité constitutionnel européen, mais aussi au Royaume-Uni en 2016. Ces campagnes très débattues et médiatisées pendant plusieurs mois d'affilée ont conféré une visibilité inédite aux politiques européennes.

Les fenêtres d'opportunité sont clairement moins nombreuses en Allemagne, où la constitution ne prévoit pas la possibilité de tenir un référendum et où les partis parlementaires ont recours à une discipline partisane stricte en matière européenne. Dans ce pays, le dispositif principal de contestation a consisté à déposer des plaintes contre des traités communautaires auprès de la Cour constitutionnelle. Lors de la ratification du traité de Maastricht, par exemple, les leaders des partis parlementaires ont coupé court aux polémiques qui s'esquissaient en affirmant précocement leur soutien au texte (le SPD, pourtant dans l'opposition, l'a fait six mois avant le début des débats au *Bundestag*). Une vingtaine de plaintes ont alors été déposées auprès de la Cour de Karlsruhe, dont les réflexions sur le fonctionnement des institutions européennes ont été abondamment médiatisées. Ce type de recours a également été utilisé par la suite, notamment contre l'euro et le traité de Lisbonne. Cette configuration pourrait expliquer le poids prépondérant des questions institutionnelles dans les programmes allemands.

Ces hypothèses exploratoires mériteraient d'être testées sur un nombre plus large de cas, ce qui permettrait par ailleurs d'analyser les différences entre partis d'un même pays, ce qui paraît délicat avec un nombre de cas restreint. Eu égard à l'actualité européenne mouvementée depuis 2010, il sera également important d'analyser la politisation des questions européennes sur la période récente. Le contexte de crises favorise leur visibilité et il sera passionnant de voir si ce sont les politiques publiques européennes, ou le principe même de l'intégration, qui sont débattus.

Références bibliographiques

- Balme Richard et Chabanet Didier (2002), « Introduction: Action collective et gouvernance de l'Union européenne », in Richard Balme, Didier Chabanet et Vincent Wright (dirs), *L'action collective en Europe. Collective Action in Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 21-120.
- Bartolini, Stefano (2005), *Restructuring Europe: Centre formation, system building, and political structuring between the nation state and the European Union*, Oxford, Oxford University Press.
- Belot Céline, Cautrès Bruno et Strudel Sylvie (2013), « L'Europe comme enjeu clivant », *Revue française de science politique*, vol. 63 (6), p. 1081-1112.
- Belot Céline et Guinaudeau Isabelle (2017), « Instrumental Political Support: Bringing Policy Preferences Back Into Explanations of EU Support », *West European Politics*, vol. 40 (4), p. 763-790.
- Budge Ian et Farlie Denis (1983), « Party Competition: Selective emphasis or direct confrontation? An alternative view with data », in Hans Daalder et Peter Mair (dirs), *Western European party systems: continuity and change*, Londres, Sage, p. 267-305.
- Caune Héléne (2015), « L'eupéanisation comme ressource politique. Le cas des réformes du code du travail au Portugal », *Politique européenne*, vol. 49 (3), p. 116-149.
- Costa, Olivier (2001), *Le parlement européen, assemblée délibérante*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Dalton Russell J. et McAllister Ian (2015), « Random walk or planned excursion? Continuity and change in the left-right positions of political parties », *Comparative Political Studies*, vol 48 (6), p. 759-787.
- De Vries Catherine E. (2007), « Sleeping giant: Fact or fairytale? How European integration affects national elections », *European Union Politics*, vol. 8 (3), p. 363-385.
- Delbos Gilles (1994), « De l'isolement comme déterminant du « non » à Maastricht. L'exemple du référendum du 20 septembre 1992 en Aveyron », *Revue française de Science Politique*, vol. 44 (1), p. 3-22.

- Detlef Jahn et Storsved Ann-Sofie (1995), « *Legitimacy through Referendum ? The Nearly Successful Domino-Strategy of the EU-Referendums in Austria, Finland, Sweden, and Norway* », *West European Politics*, vol. 18 (4), p. 18-37.
- De Wilde Pieter (2011), « *No Polity for Old Politics? A Framework for Analyzing the Politicization of European Integration* », *Journal of European Integration*, vol. 33 (5), p. 559-575.
- De Wilde Pieter et Zürn Michael (2012), « *Can the Politicization of European Integration Be Reversed?* », *Journal of Common Market Studies*, vol. 50 (1), p. 137-153.
- Duchesne, Sophie, Frazer, Elizabeth, Haegel, Florence et Van Ingelgom, Virginie (2013), *Citizens' Reactions to European Integration Compared. Overlooking Europe*, Basingstoke, Palgrave MacMillan.
- Eichenberg Richard C. et Dalton Russell J. (2007), « *Post-Maastricht Blues: The Transformation of Citizen Support for European Integration, 1973–2004* », *Acta Politica*, vol. 42 (2-3), p. 128-152.
- Entman Robert M. (1993), « *Framing: Toward Clarification of a Fractured Paradigm* », *Journal of Communication*, vol. 43 (4), p. 51-58.
- Gemenis Kostas (2012), « *Proxy documents as a source of measurement error in the Comparative Manifestos Project* », *Electoral Studies*, vol 31 (3), p. 594-604.
- Goetz, Klaus et Hix, Simon (2001), *Europeanised Politics? European Integration and National Political Systems*, London, Frank Cass.
- Grande Edgar et Hutter Swen (2015), « *Beyond authority transfer: explaining the politicisation of Europe* », *West European Politics*, vol 39 (1), p. 23-43.
- Green-Pedersen Christoffer (2010), « *New Issues, New Cleavages, New Parties. How to understand Changes in West European Party Competition* », *Communication à la Conférence annuelle du Comparative Agendas Project*, Seattle, 18 juin.
- Green-Pedersen Christoffer (2012), « *A giant fast asleep? Party incentives and the politicisation of European integration* », *Political Studies*, vol 60 (1), p. 115-130.
- Grossman Emiliano (2018), « *Populisme et gouvernabilité dans la perspective des élections européennes* », *Revue de l'OFCE*, vol. 4, p. 463-474.

- Guinaudeau Isabelle et Schnatterer Tinette (2019), « *Measuring Public Support for European Integration across Time and Countries: The 'European Mood' Indicator* », *British Journal of Political Science*, vol. 49 (3), p. 1187-1197, <<https://www.cambridge.org/core/journals/british-journal-of-political-science/article/measuring-public-support-for-european-integration-across-time-and-countries-the-european-mood-indicator/C358F59DCFBF35B1F6E89503B341F77B>>.
- Guinaudeau Isabelle et Persico Simon (2013), « *EU politicization through the lens of salience. How the EU enters the French, British and German electoral agenda (1986-2009)* », *French Politics*, vol. 11 (2), p. 143-168.
- Guinaudeau Isabelle et Persico Simon (2014), « *What is Issue Competition ? Conflict, Consensus and Issue Ownership in Party Competition* », *Journal of Elections, Public Opinion and Parties*, vol. 24 (3), p. 312-333.
- Guinaudeau Isabelle et Palau Anna (2016), « *A matter of conflict : How events and parties shape the news coverage of EU Affairs* », *European Union Politics*, vol. 17 (4), p. 593-615.
- Guiraudon Virginie (2010), « *Les effets de l'eupéanisation des politiques d'immigration et d'asile* », *Politique européenne*, vol. 31 (2), p. 7-32.
- Harmsen Robert (2005), « *L'Europe et les partis politiques nationaux. Les leçons d'un non-clivage* », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 12 (1), p. 77-94.
- Hassenteufel Patrick et Surel Yves (2008), « *Politiques publiques* », in Céline Belot, Paul Magnette et Sabine Saurugger (dirs), *Science Politique de l'Union européenne*, Paris, Economica, p. 81-105.
- Helbling Marc, Hoeglinger Dominic et Wüest Bruno (2010), « *How Political Parties Frame European Integration* », *European Journal of Political Research*, vol. 49 (4), p. 495-521.
- Hobolt Sara B. et Spoon Jae-Jae (2012), « *Motivating the European Voter: Parties, Issues, and Campaigns in European Parliament Elections* », *European Journal of Political Research*, vol. 51 (6), p. 701-727.
- Hoeglinger Dominic (2016), « *The politicisation of European integration in domestic election campaigns* », *West European Politics*, vol 39 (1), p. 44-63.
- Hooghe Liesbet et Marks Gary (2009), « *A postfunctionalist theory of European integration: From permissive consensus to constraining dissensus* », *British Journal of Political Science*, vol. 39 (01), p. 1-23.

- Hooghe Liesbet et Marks Gary (2018), « *Cleavage theory meets Europe's crises: Lipset, Rokkan, and the transnational cleavage* », *Journal of European Public Policy*, vol. 25 (1), p. 109-135.
- Hutter Swen et Grande Edgar (2014), « *Politicizing Europe in the National Electoral Arena: A Comparative Analysis of Five West European Countries, 1970-2010* », *Journal of Common Market Studies*, vol. 52 (5), p. 1002-1018.
- Hutter, Swen, Grande, Edgar et Kriesi, Hanspeter (dirs) (2016), *Politicising Europe: Integration and mass politics*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Ivaldi Gilles (2018), « *Contesting the EU in times of crisis: The Front National and politics of Euroscepticism in France* », *Politics*, vol. 38 (3), p. 278-294.
- Jadot Clément et Kelbel Camille (2017), « *Assessing the politicisation of the European debate using a lexicometric study of the 2014 Euromanifestos* », *Politique européenne*, vol. 55 (1), p. 60-85.
- Jolly Seth (2007), « *The Europhile Fringe? Regionalist Party Support for European Integration* », *European Union Politics*, vol. 8 (1), p. 109-130.
- Kriesi Hanspeter, Grande Edgar, Lachat Romain, Dolezal Martin, Bornschie Simon et Frey Tim (2006), « *Globalization and the Transformation of the National Political Space: Six European Countries Compared* », *European Journal of Political Research*, vol. 45 (6), p. 921-957.
- Kriesi, Hanspeter, Grande, Edgar, Lachat, Romain, Dolezal, Martin, Bornschie, Simon et Frey, Tim (dirs) (2008), *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Kriesi Hanspeter (2016), « *The Politicization of European Integration* », *Journal of Common Market Studies*, vol. 54, p. 32-47.
- Ladrech, Robert (2002), « *Europeanization and political parties: towards a framework for analysis* », *Party politics*, vol. 8 (4), p. 389-403.
- Lefkofridi Zoe et Katsanidou Alexia (2018), « *A Step Closer to a Transnational Party System? Competition and Coherence in the 2009 and 2014 European Parliament* », *Journal of Common Market Studies*, vol. 56 (6), p. 1462-1482.
- Lipset, Martin Seymour et Rokkan, Stein (1967), *Party Systems and Voter Alignments. Cross-national Perspectives*, Toronto, The Free Press.

- Mair Peter (2000), « *The limited impact of Europe on national party systems* », *West European Politics*, vol 23 (4), p. 27-51.
- Mair Peter (2006), « *Cleavages* », in Richard S. Katz et William Crotty (dirs), *Handbook of Party Politics*, Londres, Sage, p. 371-375.
- Mair Peter (2007a), « *Political Parties and Party Systems* », in Paolo Graziano et Maarten P. Vink (dirs), *Europeanization. New Research Agendas*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, p. 154-166.
- Mair Peter (2007b), « *Political Opposition and the European Union* », *Government and Opposition*, vol. 42 (1), p. 1-17.
- Marks Gary et Steenbergen Marco (2002), « *Understanding political contestation in the European Union* », *Comparative Political Studies*, vol. 35 (2), p. 879-892.
- Marks Gary et Wilson Carole J. (2000), « *The Past in the Present. A Cleavage Theory of Party Response to European Integration* », *British Journal of Political Science*, vol. 30, p. 433-459.
- Martin, Pierre (2018), *Crise mondiale et systèmes partisans*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Nelsen Brent F., Guth James L. et Fraser Cleveland R. (2001), « *Does Religion Matter? Christianity and Public Support for the European Union* », *European Union Politics*, vol. 2 (2), p. 191-217.
- Olivier Laurent (2005), « *Le parti socialiste et l'eupéanisation de l'espace de confrontation politique : le clivage national à l'épreuve du clivage sur l'intégration européenne* », *Politique européenne*, vol. 16 (2), p. 155-182.
- Petithomme Mathieu (2011), « *L'absence de conflictualisation des débats politiques sur l'Union européenne au sein des presses nationales : une analyse de contenu quantitative comparée des cas français, britannique, irlandais et espagnol (2005-2006)* », *Politique européenne*, vol. 33 (1), p. 215-253.
- Rauh Christian (2015), « *Communicating supranational governance? The salience of EU affairs in the German Bundestag, 1991–2013* », *European Union Politics*, vol 16 (1), p. 116-138.
- Roger Antoine (2008), « *Clivages et partis politiques* », in Céline Belot, Paul Magnette et Sabine Saurugger (dirs), *Science Politique de l'Union européenne*, Paris, Economica, p. 197-215. [1]

- Rokkan Stein et Valen Henry (1964), « Regional Contrasts in Norwegian Politics », in Erik Allardt et Yrjö Littunen (dirs), *Cleavages, Ideologies and Party Systems*, Helsinki, Westermarck Society, p. 162-238.
- Ruiz-Rufino Rubén et Alonso Sonia (2017), « *Democracy Without Choice : Citizens' Perceptions of Government Autonomy During the Eurozone Crisis* », *European Journal of Political Research*, vol. 56 (2), p. 320-345.
- Sauger Nicolas (2005), « *Sur la mutation contemporaine des structures de la compétition partisane en France : les partis de droite face à l'intégration européenne* », *Politique européenne*, vol. 16 (2), p. 101-124.
- Scharpf, Fritz (2000), *Gouverner l'Europe*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Schattschneider, Elmer E. (1960), *The Semisovereign People: A Realist's View of Democracy in America*, New York, Holt, Rinehart and Winston.
- Steenbergen Marco et Marks Gary (2004), « Models of political conflict in the European Union », in Gary Marks et Marco Steenbergen (eds.), *European integration and Political Conflict*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Stimson James (2018), « *The Dyad Ratios Algorithm for Estimating Latent Public Opinion: Estimation, Testing, and Comparison to Other Approaches* », *Bulletin of Sociological Methodology*, vol. 137–138 (1), p. 201–218.
- Stokes Donald (1963), « *Spatial Models of Party Competition* », *American Political Science Review*, vol. 57 (2), p. 368-377.
- Streeck, Wolfgang (2014), *Du temps acheté*, Paris, Gallimard.
- Szczerbiak Aleks et Taggart, Paul (eds.) (2008), *Opposing Europe?: The Comparative Party Politics of Euroscepticism: Volume 1: Case Studies and Country Surveys*, Oxford, Oxford University Press.
- Taggart Paul (1998), « *A Touchstone of Dissent: Euroscepticism in Contemporary Western European Party Systems* », *European Journal of Political Research*, vol. 33 (3), p. 363-388.
- Taggart Paul et Szczerbiak Aleks (2000), « *Opposing Europe: Party Systems and Opposition to the Union, the Europe and Europeanisation* », SEI Working Paper n° 36.

- Taggart Paul et Szczerbiak Aleks (2002), « The Party Politics of Euroscepticism in EU Member and Candidate States », SEI Working Paper n° 51.
- Taggart, Paul et Szczerbiak, Aleks (2008), *Opposing Europe. The Comparative Politics of Euroscepticism*, Oxford, Oxford University Press.
- Valen Henry (1976), « *National Conflict Structure and Foreign Politics : The Impact of the EEC Issue on Perceived Cleavages in Norwegian Politics* », *European Journal of Political Research*, vol. 4 (1), p. 47-82.
- Van de Wardt Marc, De Vries Catherine et Hobolt Sara B. (2014), « *Exploiting the Cracks: Wedge Issues in Multiparty Competition* », *Journal of Politics*, vol. 76 (4), p. 986-999.
- Van Ingelgom, Virginie (2014), *Integrating Indifference. A Comparative, Qualitative and Quantitative Approach to the Legitimacy of European Integration*, Colchester, ECPR Press.
- Vieira Mathieu (2011), « *Does a European Party System Exist? A Conceptual Framework for Analysis* », Cahiers du CEVIPOL n° 1, <<https://ideas.repec.org/p/erp/cevipo/p0030.html>>